



Contre l'extrême-droite, par nos manifestations et nos grèves, en finir avec 40 ans de politiques antisociales et racistes, de gauche comme de droite

Après la débâcle de sa liste aux Européennes, Macron a dissous l'Assemblée nationale. « Je veux vous redonner le choix », a-t-il dit. Tu parles ! Sous les grands airs, on voit très bien les calculs du politicien pyromane. Celui qui a pavé la voie à l'extrême droite menace maintenant de lui faire une passe décisive. Le « rempart contre l'extrême droite », après avoir mis en musique tous ses thèmes, s'apprête à gouverner avec. Rien d'étonnant : l'un comme l'autre sont des défenseurs acharnés des intérêts du patronat.

Petits arrangements entre meilleurs ennemis

Le ras-le-bol de sept ans de sa politique au service des riches, d'une politique de casse des services les plus essentiels à la population et d'attaques incessantes contre les travailleurs s'est traduit par le vote qui a sanctionné Macron et sa politique.

Mais difficile de s'en réjouir, car c'est l'extrême droite qui tire les marrons du feu, totalisant plus de 40 % des voix exprimées. Certes, l'abstention relativise ce résultat, mais ils sont bel et bien là, avec la recette habituelle des Le Pen-Bardella et autres Zemmour-Marion Maréchal : en pariant sur la haine de Macron, sagement débarrassée de toute haine du capitalisme, le système social qu'ils ont en commun. En la transformant au contraire en haine contre ses cibles déjà désignées, toujours les mêmes : étrangers, immigrés, femmes et minorités de genre, contre les travailleurs les plus exploités. Et en définitive contre toute la classe ouvrière.

Ni les élections ni « l'union de la gauche » ne feront reculer les idées d'extrême droite

Les partis de gauche se sont lancés dans la course des Européennes en ordre dispersé, en ayant tous en tête le leadership pour l'élection présidentielle de 2027. Face à l'inquiétante vague brune, beaucoup espèrent les voir de nouveau s'unir pour l'endiguer. On peut comprendre l'inquiétude. Mais aucun « front populaire » ou « union de la gauche », dont les différentes moutures ont été responsables de la montée de l'extrême droite des dernières décennies, ne pourront lui faire « barrage », et encore moins maintenant que leurs

faibles scores les obligent, pour avoir des députés, à refaire alliance avec Macron, au second tour ou dès le premier.

La nécessité d'une riposte du monde du travail et de la jeunesse

Oui, l'unité de ceux qui veulent lutter contre l'extrême droite et contre Macron est plus que jamais nécessaire. Mais lutter en commun, ce ne sera pas nous appuyer sur un bulletin commun dans l'urne, mais sur notre force collective, celle de notre nombre, de nos mobilisations. Refuser leur monde, porter la lutte là où nous sommes les plus forts. Dans la rue, en participant, en organisant des rassemblements et des manifestations. Dans les entreprises, faire levier avec notre rôle essentiel de travailleurs : nous faisons tourner toute la société, cela nous donne une force potentielle gigantesque.

Ces idées, ce sont celles que les listes des révolutionnaires ont défendues aux Européennes, en particulier notre liste, « **Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution !** ». Celles et ceux qui ont voté pour ces listes ont été peu nombreux, mais ils ont eu raison de le faire. Nous remercions bien sûr toutes celles et ceux qui, malgré le boycott des médias, ont voté pour la liste menée par Selma Labib et Gaël Quirante et nous les appelons à nous rejoindre, car il faut préparer les luttes dès aujourd'hui. Aucune élection n'a le pouvoir d'en finir avec le capitalisme. Mais nous pouvons y exprimer autre chose que la résignation ou l'illusion du « moins pire ». C'est pourquoi les révolutionnaires doivent constituer un pôle aux prochaines élections législatives. En tout cas, le NPA-Révolutionnaires fera tout pour en être.

La lutte continue

Pour que le slogan « à travail égal, salaire égal » devienne une réalité il faudra continuer de lutter ensemble, jeunes et anciens embauchés pour empêcher les divisions et l'abaissement de nos salaires et conditions de travail. Retrouvons-nous en grève le 18 juin pour continuer de construire notre mouvement, et plus largement pour augmenter les salaires de toutes et tous !

Perturbés !

Depuis déjà quelques semaines plusieurs lignes de bus sont perturbées en raison de l'installation ou de travaux liés au JO. Cet été ce sera pire encore, on nous annonce plus d'une centaine de lignes touchées, et pendant les JOP ce sera couplé avec la rentrée des classes. On risque pas de s'ennuyer mais que ça devienne la foire aux questions !

FAQ sans réponse

Dans cette grande période d'organisation des jeux mondiaux, ils auraient pu faire une épreuve devinette que la boîte aurait largement remportée. Pour l'instant nous n'avons pas d'information sur nos services ni sur les temps de roulement. Et pour tous les travailleurs de la capitale on apprend par ici ou par là que telle ligne sera coupée, comme le métro 7 par exemple, une des seule à relier le nord au sud de Paris. Bienvenus dans la ville aux intrigues !

Galère pour les personnes à mobilité réduite !

De tous les métros, seule la ligne 14 est conçue entièrement pour accueillir les personnes en situation de handicap. Les visiteurs en fauteuil roulant et les paraspportifs devront se débrouiller avec es tramway, bus ou taxis... Comme le dit la maxime « gouverner, c'est prévoir ! » Mais là ceux qui gouvernent n'ont pas prévu grand-chose.

Augmenter les salaires !

Dans une note interne la direction rappelle l'interdiction de la « double activité ». Il est vrai que des collègues cherchent dans cette solution individuelle à arrondir les fins de mois, mais la vraie obligation devrait être d'avoir des salaires dignes, qui augmentent comme l'inflation !

Nouvelle-Calédonie : un jeune Kanak tué d'une balle dans la tête

Dans un communiqué publié le samedi 8 juin, le procureur de la République Yves Dupas a annoncé qu'un homme de 26 ans, blessé lundi lors d'une fusillade impliquant des gendarmes, est mort

vendredi d'une balle dans la tête. Le drame s'est déroulé dans le secteur du col de la Pirogue, à Païta, un point névralgique sur la route menant de Nouméa à l'aéroport international, longtemps bloquée par les indépendantistes. Les gendarmes invoquent, comme toujours, la légitime défense, l'homme se trouvant dans un pick-up qui les aurait percutés. Mais les militants indépendantistes locaux de la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT) ont donné une autre version des faits. Selon eux ce sont des automobilistes qui ont profité du déblaiement de la route par les forces de l'ordre pour passer « à vive allure en ouvrant le feu avec des balles réelles sur nos jeunes positionnés aux abords de la route ». Et ils accusent les milices loyalistes de ce crime. Quoi qu'il en soit, c'est la huitième personne à perdre la vie depuis le début de la révolte, des morts à mettre au bilan de la politique néo-coloniale de la France.

Droits des enfants lors des conflits : Israël bientôt sur la « liste de la honte »

Sur demande du Conseil de sécurité de l'ONU, le secrétaire général publie chaque année un rapport qui répertorie les violations des droits des enfants dans une vingtaine de zones de conflits dans le monde et liste en annexe les responsables de ces violations, qui incluent enfants tués et mutilés, recrutements, enlèvements ou violences sexuelles. L'ambassadeur israélien aux Nations unies a protesté après avoir été notifié de l'ajout de l'armée israélienne à cette « liste de la honte » qui doit être publiée le 18 juin. L'an dernier, les forces armées russes et groupes armés « affiliés » opérant en Ukraine avaient fait leur apparition sur cette liste mais pas Israël. L'inscription d'Israël cette année est « une décision complètement justifiée du secrétaire général, même si elle aurait dû être prise depuis longtemps », a déclaré Louis Charbonneau, de l'ONG Human Rights Watch, qui a réclamé également l'inscription du Hamas et d'autres groupes djihadistes palestiniens. Alors bien sûr cela ne ramènera pas à la vie les dizaines de milliers d'enfants palestiniens tués par l'État sioniste depuis des décennies mais c'est une mesure symbolique qui met à mal la culture d'impunité dont a bénéficié pendant trop longtemps Israël auprès de l'opinion occidentale.



Selma Labib
@SelmaLabib

Suivez Selma Labib sur Twitter

Pourquoi l'union de la gauche est un piège dans la lutte contre l'extrême droite ? Nous pouvons avoir peur, être en colère et avoir l'impression que le ciel nous tombe sur la tête après les résultats de l'extrême droite.

